**Pourquoi la déflation peut-elle être dangereuse ?**

Dessine-moi l’éco, en partenariat avec Le Monde.fr, mai 2015

**On pense souvent que la déflation est une bonne nouvelle pour les ménages, la baisse des prix soutenant la consommation. Pourtant, la déflation peut devenir dangereuse, entraînant l’économie dans un cercle vicieux dont il est bien difficile de sortir.**

**Exploitation pédagogique**

1. Pourquoi peut-on *a priori* considérer que la déflation présente des avantages ?
2. Expliquez les mécanismes décrits par les flèches numérotées dans le schéma ci-dessous.
3. Comment les finances publiques sont-elles affectées par les tendances déflationnistes ?
4. Pourquoi peut-on parler de cercle vicieux déflationniste ?
5. Quels sont les exemples de crise déflationniste évoqués dans la vidéo ?
6. Quelles sont les politiques économiques qui peuvent être mises en œuvre pour lutter contre la déflation ?

**Déflation :**

**Baisse des prix**

**Dépression :**

**Chute de l’activité et montée du chômage**

**Baisse de la demande**

4

Baisse des salaires,
arrêt des embauches, licenciements

Chute de l’investissement
et perte de compétitivité

3

Alourdissement des dettes

Report de leurs achats par les ménages

1

Réduction des marges des entreprises

2

**Corrigé**

1. La déflation est la baisse du niveau général des prix. *A priori*, cela présente des avantages. « Toutes choses égales par ailleurs » (notamment à salaires échangés), elle permet des gains de pouvoir d’achat pour les ménages d’où des effets positifs sur leur consommation et, par là, sur les ventes des entreprises. On pourrait donc penser que la déflation dope l’activité économique.
2. Flèche 1 : elle décrit le rôle des anticipations des consommateurs. Si les prix sont orientés à la baisse, les ménages peuvent différer leurs achats dans l’espoir que les prix soient encore plus bas demain.

Flèche 2 : si les prix et les revenus diminuent, les échéances de remboursement des agents endettés restant identiques, elles pèsent davantage dans leurs revenus. Les taux d’intérêt réels (écart entre taux nominal et taux d’inflation) augmentent, rendant le crédit plus coûteux.

Flèche 3 : l’investissement est pénalisé par la baisse des profits qui rogne les possibilités d’autofinancement des entreprises et par les difficultés d’accès au crédit à cause du poids de la dette et des taux d’intérêt réels. La panne de l’investissement détériore la compétitivité.

Flèche 4 : les différentes composantes de la demande sont touchées : les ménages, qui subissent baisse des salaires et chômage, réduisent leur consommation, d’autant plus que l’incertitude peut les conduire à augmenter leur épargne de précaution ; les entreprises qui connaissent une baisse de leurs profits réduisent leurs investissements, d’autant plus que leurs anticipations de débouchés sont pessimistes. La perte de compétitivité freine les exportations.

1. À taux d’imposition inchangés, la baisse de l’activité économique réduit les rentrées fiscales, qu’elles proviennent des ménages ou des entreprises : moins de consommation, c’est moins de TVA ; la baisse des salaires limite les recettes de l’impôt sur le revenu et, si les bénéfices diminuent, il y aura moins d’impôt sur les sociétés. De plus, l’État aussi subit la hausse des taux d’intérêt réels qui alourdit la charge de sa dette.
2. La déflation est un cercle vicieux car les mécanismes qui font chuter les prix et l’activité s’auto-entretiennent : face à la baisse de la consommation, les entreprises investissent moins ; l’État, qui a du mal à se financer, réduit aussi ses investissements, ce qui limite les commandes publiques qui sont des marchés pour les entreprises ; les difficultés des entreprises alimentent le chômage qui déprime la consommation… le recul de la demande et de l’activité poussant de nouveau les prix à la baisse…
3. La crise de 1929 ; depuis la fin des années 1990 au Japon ; les risques de la situation actuelle en zone euro.
4. Des politiques de relance de la demande. On pourra évoquer les politiques conjoncturelles, budgétaire et monétaire (notamment le *quantitative easing* : [voir ici](http://www.actu-ses-hatier.fr/spip.php?page=article&id_article=63#.VW2EukbzBME) ) mais aussi certains déterminants structurels de l’atonie de la demande comme la montée des inégalités.